

INVESTIR DANS LA NATURE STIMULE NOTRE ÉCONOMIE

Selon le Forum économique mondial, la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial est modérément ou fortement tributaire de la nature et des services qu'elle fournit¹, et les régimes mondiaux de production alimentaire et d'utilisation des terres et des océans génèrent jusqu'à 40 % des emplois sur la planète². La perte et la dégradation des habitats et les changements climatiques figurent parmi les cinq principaux risques qui menacent notre planète, notre économie et notre mode de vie. **Les avantages de la protection d'écosystèmes en bonne santé dépassent les coûts qui y sont associés dans une proportion d'au moins 5 pour 1**³.

La protection de 30 % des terres et des océans du monde aurait des retombées économiques considérables, allant de 64 à 454 milliards de dollars américains par année, tout en générant des avantages supplémentaires liés aux services écosystémiques qui se chiffrent entre 170 et 534 milliards de dollars américains par année d'ici 2050³. **En tant que pays qui dépend de ses riches ressources naturelles, le Canada doit placer la protection de la nature et de la multitude de services qu'elle fournit au cœur des priorités de sa stratégie de relance économique.**

INVESTIR DANS LA NATURE PRÉSERVE ET RENFORCE LA VALEUR DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

On estime à 125 000 milliards de dollars américains par année la valeur globale des services écosystémiques assurés par la nature⁴. **Ces services comprennent la purification de l'air et de l'eau, l'atténuation des inondations, la réduction de la chaleur urbaine, la régulation du climat et le stockage du carbone, ainsi que la production alimentaire**^{5 6 7}. D'après la *Stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030*, le monde a perdu entre 9 et 29 mille milliards d'euros par année de 1997 à 2011 en services écosystémiques en raison de la modification de l'occupation des sols et la dégradation des sols⁸.

Plusieurs évaluations ont établi la valeur associée aux écosystèmes du Canada. Par exemple, la valeur des forêts urbaines a été évaluée à 7 milliards de dollars à Toronto, à 35 milliards de dollars à Vancouver et à 11,5 milliards de dollars à Halifax pour les services qu'elles fournissent, comme le contrôle des eaux de ruissellement, l'amélioration de la qualité de l'air, la séquestration du carbone et la réduction de la consommation d'énergie^{9 10}. Les municipalités du Canada ont constaté que la protection des biens naturels, tels que les milieux humides et les forêts, dont la superficie varie de 150 m² à 203 hectares le long des rivières, peut générer des économies pouvant atteindre 414 millions de dollars, selon les biens construits qui seraient ainsi protégés des dommages causés par les inondations¹¹. Une étude portant sur huit services écosystémiques dans neuf catégories de terres dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique a révélé que les écosystèmes aquatiques apportent chaque année entre 30 et 60 milliards de dollars en retombées économiques¹². **De nombreuses autres études réalisées au Canada ont montré que les milieux naturels, s'ils sont préservés, présentent déjà une valeur considérable, valeur qui ne fera qu'augmenter au fil des changements climatiques**^{13 14}. Malgré la valeur substantielle de ces services, la dégradation et la perte des écosystèmes se poursuivent, ce qui provoque des émissions de gaz à effet de serre (GES), la destruction de l'habitat des espèces et des impacts sur la qualité et la quantité de notre eau, entre autres problématiques.

INVESTIR DANS LA NATURE CRÉE DES EMPLOIS QUI ATTÉNUENT LES CRISES DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ

La protection et la restauration des forêts, des prairies et des milieux humides (y compris les zostères, les marais salés et les zones riveraines) dans le but de réduire et de stocker les émissions de gaz à effet de serre **aideraient le Canada à combattre la crise du climat et de la biodiversité, à créer des emplois et à développer une économie verte.** Dans la même optique, **le recours à des solutions d'infrastructures naturelles** aiderait à accroître notre résilience aux changements climatiques.

Les investissements dans les infrastructures naturelles en Ontario ont généré 8,6 milliards de dollars canadiens de recettes, injecté 4,6 milliards de dollars canadiens dans le PIB et procuré des emplois directs à 84 000 personnes en 2018. Avec des investissements supplémentaires, ce secteur pourrait soutenir 146 225 emplois directs et apporter 10 milliards de dollars au PIB d'ici 2030, rien qu'en Ontario¹⁵. Parallèlement, les activités de restauration des habitats permettent de générer des emplois et des retombées économiques : jusqu'à 33 emplois par million de dollars investi, dont la plupart se traduisent par des retombées locales en matière d'emploi avec des salaires plus élevés que la moyenne – comparables à ceux de l'industrie du bâtiment en général¹⁶. Cela est supérieur aux 8,9 emplois créés pour chaque million de dollars investi dans l'exploitation pétrolière et gazière¹⁷ et même dans certaines des options plus écologiques proposées par le Groupe de travail pour une reprise économique résiliente¹⁸.

INVESTIR DANS LA NATURE SOUTIENT LES INDUSTRIES DURABLES

L'agriculture, la foresterie, la pêche, la production d'eau et d'énergie, la santé et les produits pharmaceutiques, les loisirs et le tourisme sont tous des secteurs qui tirent parti des services écosystémiques¹⁹. **Le Forum économique mondial estime que la transition de l'économie vers un modèle plus respectueux de la nature pourrait générer quelque 10 000 milliards de dollars par année en possibilités d'affaires et créer 395 millions d'emplois d'ici 2030²⁰.**

À l'inverse, faute d'aires protégées efficaces, le déclin croissant de la biodiversité nuira gravement à l'industrie canadienne. D'après une étude récente, une réduction de 50 % des pollinisateurs sauvages entraînerait une perte annuelle de quelque 53 millions de dollars de la valeur de la production de fruits au Canada, et une réduction de 50 % de l'approvisionnement d'eau se traduirait par une perte annuelle de quelque 375 millions de dollars de la valeur de la récolte de bois²¹.

La protection des écosystèmes océaniques est fondamentale pour la pêche durable. À l'heure actuelle, 70 % des stocks de poissons au Canada sont en déclin, et 17 % sont dans un état critique²². Les recherches indiquent que la gestion actuelle des ressources halieutiques n'est pas suffisante, et que des réseaux d'aires marines protégées (AMP) efficaces sont nécessaires pour reconstituer et soutenir une pêche durable²³. **Les AMP peuvent créer et soutenir des dizaines de milliers d'emplois dans le tourisme et la pêche et générer des retombées économiques de l'ordre de 10 dollars pour chaque dollar investi²⁴.**

INVESTIR DANS LA NATURE FAIT CROÎTRE L'INDUSTRIE DU TOURISME AU CANADA

On estime que les touristes en quête de nature dépensent à hauteur de 600 milliards de dollars américains par an dans les pays qu'ils visitent^{25,26}. **Au Canada, les parcs terrestres et les dépenses des visiteurs dans ces derniers soutiennent 64 000 emplois, contribuent six dollars au PIB pour chaque dollar investi et permettent aux gouvernements de récupérer 44 % de leurs investissements sous forme de taxes et d'impôts²⁷.**

Qui plus est, les parcs et les aires protégées en milieu terrestre et marin stimulent et diversifient les économies rurales et côtières en attirant de nouvelles entreprises et de nouveaux résidents dans les collectivités environnantes^{28 29}. Les retombées économiques qui en découlent profitent tout particulièrement à de nombreuses communautés rurales et côtières du Canada, notamment en termes de revenus, d'emplois et d'impôts – des retombées qu'elles n'auraient probablement pas pu obtenir autrement³⁰. **Les parcs et les aires protégées du Canada ne cessent de gagner en importance pour le tourisme intérieur, étant donné les restrictions des voyages internationaux imposées par la COVID-19.**

INVESTIR DANS LA NATURE AMÉLIORE LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES CANADIENS

De nombreuses études révèlent que le contact avec la nature améliore la santé mentale et le bien-être des gens^{31 32}. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que la dépression et les troubles anxieux coûtent 1 000 milliards de dollars américains par année à l'économie mondiale en perte de productivité sur les lieux de travail³³. Par ailleurs, on prévoit que la pandémie de COVID-19 aura vraisemblablement des répercussions graves et à long terme sur la santé mentale^{34 35}. La pandémie a mis en évidence à quel point les parcs et les espaces naturels protégés sont essentiels pour le bien-être des populations. **Le simple fait de visiter des parcs nationaux apporte des bénéfices sur le plan de la santé mentale dont la valeur économique est estimée à 6 000 milliards de dollars américains par année à l'échelle mondiale^{36 37}.** En outre, on a établi un lien direct entre la protection des aires protégées et la réduction du risque d'éclosion de nouvelles maladies, comme la COVID-19³⁸.

En somme, investir dans la nature favorise une économie prospère, équitable et durable qui offre des emplois valorisants à tous les Canadiens et contribue à leur bien-être mental et physique.

RÉFÉRENCES

- ¹ World Economic Forum. (2020). Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy. Retrieved from: http://www3.weforum.org/docs/WEF_New_Nature_Economy_Report_2020.pdf.
- ² World Economic Forum. (2020). The Future of Nature and Business. New Nature Economy Report II. Retrieved from: www3.weforum.org/docs/WEF_The_Future_Of_Nature_And_Business_2020.pdf.
- ³ Waldron, A., et al. (2020). Protecting 30% of the planet for nature: costs, benefits and economic implications. Working paper analysing the economic implications of the proposed 30% target for areal protection in the draft post-2020 Global Biodiversity Framework. Retrieved from: https://www.conservation.cam.ac.uk/files/waldron_report_30_by_30_publish.pdf.
- ⁴ Costanza, R., de Groot, R., Sutton, P., van der Ploeg, S., Anderson, S.J., Kubiszewski, I., Farber, S., & Turner, R.K. (2013). Changes in the global value of ecosystem services. *Global Environmental Change* 26: 152–158. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.04.002>.
- ⁵ Dupras, J., L'Ecuyer-Sauvageau, C., Auclair, J., Jie, H., & Poder, T. (2016). Natural Capital: The economic value of National Capital Commission green network. National Capital Commission & David Suzuki Foundation. Retrieved from: https://www.researchgate.net/publication/311454126_Natural_Capital_The_economic_value_of_National_Capital_Commission_green_network.
- ⁶ Shah, A.H. (2016). Multi-benefits of national parks and protected areas: an integrative approach for developing countries. *Environmental & Socio-Economic Studies* 4(1): 1–11. <https://doi.org/10.1515/environ-2016-0001>.
- ⁷ Horizon Advisors. 2019. Benefits of Adopting Natural Infrastructure: A Comparison of Natural and Grey Infrastructure Solutions.
- ⁸ EU Biodiversity Strategy for 2030: The Business Case Strategy. 2020. Accessed August 20, 2020. https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/actions-being-taken-eu/eu-biodiversity-strategy-2030_en.
- ⁹ Alexander, C., & McDonald, C. (2014). Urban Forests: The Value of Trees in the City of Toronto. Special Report: TD Economics. Retrieved from: <https://economics.td.com/domains/economics.td.com/documents/reports/bd/UrbanForests.pdf>.
- ¹⁰ Alexander, C., & DePratto, B. (2014). The Value of Urban Forests in Cities Across Canada. Special Report: TD Economics. Retrieved from: <https://www.td.com/document/PDF/economics/special/UrbanForestsInCanadianCities.pdf>.
- ¹¹ Municipal Natural Assets Initiative. 2020. Cohort 1: National Project Overview. <https://mnai.ca/media/2020/02/MNAI-CohortSummary.pdf>.
- ¹² Molnar, M, et al. 2012. Valuing the Aquatic Benefits of British Columbia's Lower Mainland: Nearshore Natural Capital Valuation at <https://davidssuzuki.org/wp-content/uploads/2012/11/nearshore-natural-capital-valuation-aquatic-benefits-british-columbia-lower-mainland.pdf>.
- ¹³ Moudrak, N., Feltmate, B., Venema, H., Osman, H. 2018. Combating Canada's Rising Flood Costs: Natural infrastructure is an underutilized option. Prepared for Insurance Bureau of Canada. Intact Centre on Climate Adaptation, University of Waterloo.
- ¹⁴ Horizon Advisors. 2019. Benefits of Adopting Natural Infrastructure: A Comparison of Natural and Grey Infrastructure Solutions.
- ¹⁵ Economic Impact Assessment of the Green Infrastructure Sector in Ontario at <https://www.greeninfrastructureontario.org/gio-and-partner-resources>.
- ¹⁶ BenDor T, Lester TW, Livengood A, Davis A, Yonavjak L (2015) Estimating the Size and Impact of the Ecological Restoration Economy. *PLoS ONE* 10(6): e0128339. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0128339>.
- ¹⁷ Giselle Samonte, Peter Edwards, Julia Royster, Victoria Ramenzoni, and Summer Morlock. 2017. Socioeconomic Benefits of Habitat Restoration. NOAA Tech. Memo. NMFS-OHC-1, 66 p. <https://www.recoverytaskforce.ca/wp-content/uploads/2020/07/TFRR-Preliminary-Report-Jul-2020.pdf>.
- ¹⁸ ten Brink, P.T., Kettunen, M., Vakrou, A., Wittmer, H., Armstrong, J., Mazza, L., Shine, C., Rayment, M., Ruhweza, A., & ten Brink, B. (2011). Chapter 1: The Global Biodiversity Crisis and Related Policy Challenge. In *The Economics of Ecosystems and Biodiversity in National and International Policy Making*. Retrieved from: <https://ebookcentral-proquest-com.proxy.library.carleton.ca/lib/oculcarleton-ebooks/reader.action?docID=1024759&ppg=145>.
- ²⁰ World Economic Forum, *The Future of Nature and Business*, 2020.
- ²¹ Biodivcanada. (2020). Valuation of Ecological Goods and Services in Canada's Natural Resources Sectors.

Prepared by Dr. Peter Victor for Environment Canada. Retrieved from: https://biodivcanada.chm-cbd.net/sites/biodivcanada/files/2017-12/valuation_e.pdf.

- ²² Oceana Canada. 2019. Fishery Audit 2019. Available at www.fisheryaudit.ca.
- ²³ Edgar, G., Ward, T., & R. Stuart-Smith. 2018. Rapid declines across Australian fishery stocks indicate global sustainability targets will not be achieved without an expanded network of “no-fishing” reserves. *Aquatic Conserv: Mar Freshw Ecosyst.* 2018; 28: 1337-1350. <https://doi.org/10.1002/aqc.2934>.
- ²⁴ Duarte, C.M., Agusti, S., Barbier, E., et al. (2020) Rebuilding Marine Life. *Nature*, 580(7801): 39-51. <https://doi.org/10.1038/s41586-020-2146-7>.
- ²⁵ World Travel and Tourism Council. (2019). The economic impact of global wildlife tourism – Travel and tourism as an economic tool for the protection of wildlife. Retrieved from: <https://travesiasdigital.com/wp-content/uploads/2019/08/The-Economic-Impact-of-Global-Wildlife-Tourism-Final-19.pdf>.
- ²⁶ Balmford, A., Green, J., Anderson, M., Beresford, J., Huang, C., Naidoo, R., Walpole, M., & Manica, A. (2015). Walk on the Wild Side: Estimating the Global Magnitude of Visits to Protected Areas. *PLoS Biology* 13(2): e1002074. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.1002074>.
- ²⁷ Outspan Group. 2011. Economic Impact of Canada’s National, Provincial and Territorial Parks in 2009. Canadian Parks Council. Available at <http://www.parks-parcs.ca/english/cpc/economic.php>.
- ²⁸ Walls, M., P. Lee, and M. Ashenfarb (2020). National monuments and economic growth in the American West. *Science Advances* 6 (12). <https://doi.org/10.1126/sciadv.aay8523>.
- ²⁹ BearingPoint & Goss Gilroy Inc. (2003). Aboriginal Tourism in Canada. Part II: Trends, Issues, Opportunities and Constraints. Prepared for Aboriginal Tourism Team Canada. Ottawa: Aboriginal Tourism Team Canada.
- ³⁰ Hjerpe, E., Holmes, T., & White, E. (2017). National and Community Market Contributions of Wilderness. *Society & Natural Resources* 30(3): 265–280. <https://doi.org/10.1080/08941920.2016.1196280>.
- ³¹ Frumkin, H., Bratman, G.N., Breslow, S.J., Cochran, B., Kahn Jr, P.H., Lawler, J.L., Levin, P.S., Tandon, P.S., Varanasi, U., Wolf, K.L. & Wood, S.A. (2017). Nature Contact and Human Health: A Research Agenda. *Environmental Health Perspectives* 125 (7). Retrieved from: <https://doi.org/10.1289/EHP1663>.
- ³² van Den Bosch, M., & Meyer-Lindenberg, A. (2019). Environmental Exposures and Depression: Biological Mechanisms and Epidemiological Evidence. *Annual Review of Public Health* 40(1): 239–259. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-040218-044106>.
- ³³ World Health Organization. (2019). Mental Health in the Workplace. https://www.who.int/mental_health/in_the_workplace/en/.
- ³⁴ Brooks, S., Webster, R., Smith, L., Woodland, L., Wessely, S., Greenberg, N., & Rubin, G. (2020). The psychological impact of quarantine and how to reduce it: rapid review of the evidence. *The Lancet* 395 (10227): 912–920. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30460-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30460-8).
- ³⁵ Rubin, G. J., & Wessely, S. (2020). The psychological effects of quarantining a city. *BMJ* 368 (m313). Retrieved from: <https://www.bmj.com/content/bmj/368/bmj.m313.full.pdf>.
- ³⁶ Buckley, R. (2020). Nature Tourism and Mental Health: Parks, Happiness, and Causation. *Journal of Sustainable Tourism* 28 (9): 1409-1424. <https://doi.org/10.1080/09669582.2020.1742725>.
- ³⁷ Buckley, R., Brough, P., Hague, L., Chauvenet, A., Fleming, C., Roche, E., Sofija, E., & Harris, N. (2019). Economic Value of Protected Areas via Visitor Mental Health. *Nature Communications* 10 (1): 1-10. <https://doi.org/10.1038/s41467-019-12631-6>.
- ³⁸ Hockings, M., Dudley, N., Elliott, W., Ferreira, M., Mackinnon, K., Pasha, M.K.S., Phillips, A., Stolton, S., Woodley, S., Appleton M., Chassot, O., Fitzsimons, J., Galliers, C., Golden Kroner, R., Goodrich, J., Hopkins, J., Jackson, W., Jonas, H., Long, B., Mumba, M., Parrish, J., Paxton, M., Phua, C., Plowright, R., Madhu, R., Redford, K., Spenceley, A., Stevens, C., Tabor, G., Troeng, S., Willmore, S., & Yang, A. (2020). Editorial Essay: COVID-19 and Protected and Conserved Areas. *Parks* 26 (1): 7-24. Retrieved from: https://parksjournal.com/wp-content/uploads/2020/06/10.2305-IUCN.CH_2020PARKS-26-1en-high-resolution_new.pdf.